Séance du 13 avril 2015

A une séance ordinaire du Conseil de cette municipalité tenue à la salle du Conseil, lundi le 13 avril 2015 à 20h00.

Sont présents : Mme Manon Champigny,
Mme Jocelyne Bouchard,
M. Richard Mireault,
Mme Jocelyne Calvé,
M. André Drouin,

tous conseillers et formant le quorum du Conseil sous la présidence de M. Yves Germain, maire.

2015-04-040   **Ouverture de l'assemblée**

L'assemblée est ouverte à 20h00 sur proposition de Mme Jocelyne Bouchard, appuyée par Mme Jocelyne Calvé.

2015-04-041   **Adoption de l'ordre du jour**

L'ordre du jour est adopté, avec ajout, sur proposition de Mme Manon Champigny, appuyée par M. André Drouin.

2015-04-042   **Approbation des procès-verbaux**

Il est proposé par Mme Jocelyne Bouchard, appuyé par Mme Jocelyne Calvé, et résolu que le procès-verbal du 9 mars dernier soit approuvé tel que rédigé.

Communications du conseil

2015-04-043   **Adoption du règlement 294-2015-01 (Arbres dans les chemins)**

Sur proposition de Mme Jocelyne Bouchard, appuyée par M. André Drouin, il est résolu que le règlement 294-2015-01, intitulé « Règlement pour pourvoir à l'enlèvement des arbres tombés dans les chemins » soit adopté.

2015-04-044   **Mandat au notaire (Correction cadastrale de la rue Allard)**

Suite à la résolution 2011-08-97 et à l'arpentage de la rue Allard et pour faire concorder le cadastre avec l'occupation réelle du terrain, il est proposé par Mme Manon Champigny, appuyé par M. André Drouin, et résolu que mandat soit confié au notaire Claude Coutu de préparer le contrat nécessaire. La municipalité acquittera les frais afférents.

Projet de Développement du Lac-Rouge

Un suivi de cet item sera fait administrativement.

2015-04-045   **Demande de M. Gaël Meneust (CPTAQ)**

CONSIDÉRANT la demande déposée par M. Gaël Meneust pour l'inclusion de sa propriété dans la zone agricole permanente;

CONSIDÉRANT que cette propriété est entièrement située en zone blanche au sens de la *Loi sur la Protection du Territoire Agricole*;

CONSIDÉRANT que le zonage municipal de la propriété est en partie villégiature et en partie forestier;

CONSIDÉRANT que l'usage « horticulture » est déjà autorisé pour la propriété concernée;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Mme Manon Champigny, appuyé par Mme Jocelyne Calvé, et résolu à l'unanimité des conseillers que le Conseil municipal de Saint-Didace n'appuie pas la demande de M. Gaël Meneust concernant l'inclusion en zone agricole permanente d'une partie du lot 437 du cadastre de la municipalité.

2015-04-046   **Demande d'appui de AGIR Maskinongé**

Le conseil prend connaissance d'une demande d'appui de la part de AGIR Maskinongé concernant l'élaboration d'un plan de gestion stratégique des problématiques liées aux castors. Considérant les articles 103 et 104 de la *Loi sur les compétences municipales* qui accordent à la MRC compétence sur les cours d'eau, Il est proposé par M. André Drouin, appuyé par Mme Jocelyne Bouchard, et résolu que le conseil municipal de Saint-Didace n'appuie pas cette demande.

2015-04-047   **Reconduction du programme AccèsLogis Québec**

ATTENDU que partout au Québec des ménages locataires soit des familles, des aînés en perte d'autonomie, des personnes sans-abri ou vulnérables et des personnes seules, ont des besoins pressants de logements de qualité et à prix abordable;

ATTENDU que les ménages de la municipalité de Saint-Didace ont des besoins de logements abordables;

ATTENDU que le programme AccèsLogis Québec permet de réaliser des logements qui répondent à ces besoins;

ATTENDU que le programme AccèsLogis Québec a des retombées sociales et économiques vitales dans notre milieu;

ATTENDU que la reconduction et le financement adéquat du programme AccèsLogis est nécessaire à la poursuite du développement du logement social et communautaire;

ATTENDU que le programme AccèsLogis Québec doit être reconfirmé chaque année et que cette situation limite la capacité des milieux à planifier efficacement la réponse aux besoins en habitation, en plus d'être très peu adaptée aux exigences d'un développement immobilier qui implique de nombreux acteurs et sources de financement;

ATTENDU que ce manque de prévisibilité ralentit le rythme de réalisation des projets; plusieurs se retrouvant dans l'attente de la reconduction du programme;

ATTENDU que le programme AccèsLogis Québec doit tenir compte des différentes réalités et contextes de développement d'un territoire à l'autre;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé Mme Manon Champigny, appuyé par Mme Jocelyne Bouchard et résolu :

1. de demander au gouvernement du Québec de maintenir et de financer adéquatement un programme de développement de logements communautaires adapté aux besoins et aux réalités de l'ensemble du territoire québécois;

2. de demander au gouvernement du Québec de poursuivre sans délai le programme AccèsLogis Québec à long terme et de prévoir dans son prochain budget un plan d'investissements sur 5 ans dans AccèsLogis Québec, permettant la réalisation d'un minimum de 3 000 nouveaux logements par année;
3. de transmettre une copie de cette résolution au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, M. Pierre Moreau, ainsi qu'au président du Conseil du trésor, M. Martin Coiteux, et au ministre des Finances, M. Carlos Leitao.

2015-04-048   Acquisition de buts de soccer

Sur proposition de Mme Jocelyne Bouchard, appuyée par Mme Jocelyne Calvé, il est résolu que la municipalité fasse l'acquisition de deux buts de soccer pour le terrain de jeux. La dépenses est estimée à 1 480 \$ plus taxes.

Rapports

Le secrétaire-trésorier dépose au conseil le rapport sur les permis émis au cours du dernier mois, le rapport sur le suivi budgétaire ainsi que le rapport du Comité de Voirie.

Il dépose ensuite le rapport financier de l'exercice financier 2014 et en donne une explication générale.

2015-04-049   Avis de motion (Accès au lac Maskinongé)

Avis de motion est donné par M. Richard Mireault qu'il entend proposer, lors de la prochaine séance, un projet de règlement intitulé « *Règlement régissant l'accès au lac Maskinongé et ses tributaires et visant à prévenir l'infestation d'espèces exotiques envahissantes* » dont l'effet est d'encadrer l'accès des embarcations motorisées au lac Maskinongé et ses tributaires afin de prévenir l'envahissement des plans d'eau par des espèces exotiques, d'assurer la sécurité publique et le maintien de la qualité des eaux et d'assurer l'utilisation sécuritaire des plans d'eau.

2015-04-050   Entente intermunicipale (Accès au lac Maskinongé)

ATTENDU QUE la municipalité de Mandeville, la municipalité de Saint-Didace, la municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon et la municipalité de ville de Saint-Gabriel désirent se prévaloir des dispositions des articles 468 et suivants de la Loi sur les cités et villes et des articles 569 et suivants du Code municipal pour conclure une entente relative aux mesures d'encadrement à la navigation pour la protection du lac Maskinongé;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Mme Jocelyne Calvé, appuyé par Mme Manon Champigny, et résolu que la présente résolution soit adoptée et qu'elle statue et décrète ce qui suit:

ARTICLE 1

Le conseil de la municipalité de Saint-Didace autorise la conclusion d'une entente relative aux mesures d'encadrement à la navigation pour la protection du lac Maskinongé avec la municipalité de Mandeville, la municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon et la municipalité de ville de Saint-Gabriel. Cette entente est annexée à la présente résolution pour en faire partie comme si elle était ici au long reproduite.

ARTICLE 2

Le maire et le directeur général et secrétaire-trésorier sont autorisés à signer ladite entente.

ARTICLE 3

La présente résolution entrera en vigueur conformément à la loi.

2015-04-051

Formation d'une organisation municipale de sécurité civile

ATTENDU que les municipalités du Québec sont vulnérables et aux prises avec des aléas d'ordre naturel ou anthropique;

ATTENDU que le Conseil municipal de Saint-Didace reconnaît que sa municipalité peut être victime d'un sinistre en tout temps;

ATTENDU que le Conseil municipal voit l'importance de se doter de la première phase d'un plan municipal de sécurité civile couvrant les éléments prioritaires de la préparation pour faire face aux sinistres en collaboration avec les représentants de la Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie du ministère de la Sécurité publique.

POUR CES MOTIFS, il est proposé par M. André Drouin, appuyé par M. Richard Mireault et unanimement résolu:

QU'une organisation municipale de la sécurité civile soit créée;

QUE les personnes suivantes soient nommées et informées par le Conseil municipal pour occuper les postes aux différentes missions de l'Organisation municipale de la sécurité civile :

Coordonnateur municipal de sécurité civile : Daniel Brazeau

Coordonnateur adjoint : André Allard

Coordonnateur de site : nommé par le coordonnateur municipal selon les besoins

Responsable de la mission « Administration » : Francine Coutu

Responsable de la mission « Communication » : Sébastien Proulx

Cette résolution abroge toutes les nominations antérieures concernant le Plan municipal de sécurité civile de notre municipalité.

2015-04-052

Avis de motion (Programme ÉcoPrêt)

Mme Jocelyne Calvé donne avis de motion qu'à une séance ultérieure de ce conseil elle présentera ou fera présenter un règlement concernant le « *Programme EcoPrêt pour le remplacement des installations septiques* » ayant pour objet l'octroi de subventions sous forme d'avances de fonds remboursables ou non remboursables aux résidents admis au programme.

2015-04-053

Comptes

Il est proposé par Mme Manon Champigny, appuyé par Mme Jocelyne Calvé et résolu que la liste des factures courantes, au montant de 81 167.55 \$ soit approuvée et que le maire et le secrétaire-trésorier soient autorisés à effectuer le paiement.

2015-04-054

Levée de l'assemblée

L'assemblée est levée à 21h48 sur motion de Mme Jocelyne Calvé, appuyée par Mme Jocelyne Bouchard.